



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE
1 RUE DE GERMONT
76 000 ROUEN**

**PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A -2 ET R.2161-1 A -5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

RESTAURATION EHPAD LA PLEIADE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Table des matières

ARTICLE 1 - CONTEXTE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	3
2.1 Objet du marché public	3
2.2 Allotissement	4
2.3 Procédure et forme du marché public	4
2.3.1 Type de Marché Public	4
2.3.2 Procédure de passation	4
2.3.3 Forme	4
2.4 Modifications au marché public et marchés complémentaires	4
2.5 Reprise du personnel	4
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	4
3.1 Durée du Marché Public	5
3.2 Délais d'exécution	5
ARTICLE 4 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	5
4.1 Changement donnant lieu à un certificat administratif	5
4.2 Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché	5
ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE COMMANDE	6
6.1 Emission des commandes	6
6.2 Modification d'un bon de commande	7
6.3 Annulation d'un bon de commande	7
ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS	7
ARTICLE 8 - RESPONSABILITE	7
8.1 Garantie	7
8.2 Accès – Consignes	7
8.3 Assurances	7
ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	7
9.1 Contenu des prix	8
9.2 Clause de révision des prix	8
ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	9
10.1 Présentation des demandes de paiement - Dépôt de la facture électronique	9
10.2 Conditions de règlement	9
10.2.1 Mode et délai de paiement	9
10.2.2 Avance	10
10.2.3 Comptable	10
10.2.4 Changement de taxes	10
10.2.5 Nantissement	10
ARTICLE 11 - PENALITES	11
11.1 Pénalités de retard	11
11.2 Autres pénalités spécifiques	11
11.3 Dispositions générales	11
ARTICLE 12 - EXECUTION PAR DEFAUT	11
ARTICLE 13 - RESILIATION	12
ARTICLE 14 - DISPOSITION EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	12
ARTICLE 15 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	12
ARTICLE 16 - DEROGATIONS	13

ARTICLE 1 - CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de l'établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet **la Restauration EHPAD LA PLEIADE**.

Cela comprend notamment :

- L'élaboration conjointe des menus ;
- La fourniture des denrées alimentaires ;
- La fabrication des repas ;
- Le dressage des plats à l'assiette ou en plateau ;
- Le pointage des repas ;

- La facturation des repas au CH de Bois-petit ;
- Le nettoyage et le rangement de la vaisselle, de la batterie, de la cuisine, du matériel, des appareils mis à disposition, des chariots, des réserves, des vestiaires...;
- Le suivi qualité.

2.2 Allotissement

Le marché est unique.

2.3 Procédure et forme du marché public

2.3.1 Type de Marché Public

Le Marché Public est un accord cadre à bons de commandes.

2.3.2 Procédure de passation

Le Marché Public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124- 1 à 2 et R. 2161-2 à R. 2161-1 à 5 du code de la commande publique.

2.3.3 Forme

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le présent marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 425 000 € HT annuel.

Le marché public est mono-attributaire.

Le marché public est conclu à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prestations pouvant être commandées sont définies au bordereau des prix unitaires (BPU) et au cahier des clauses techniques particulières (CTP).

2.4 Modifications au marché public et marchés complémentaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique.

2.5 Reprise du personnel

Conformément à l'article L1224-1 du code du travail, le titulaire du marché devra procéder à la reprise du personnel en poste dans le cadre du précédent marché.

L'ensemble des informations nécessaires à l'établissement d'une offre satisfaisante figurent à l'annexe du CCAP « Etat des personnels ».

ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du Marché Public

Le marché public est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le marché public peut ensuite être reconduit 1 fois par période successive de 12 mois et pour une durée de validité maximale de 2 ans.

Cette reconduction est expresse. Le CH de Bois-Petit devra notifier sa décision de reconduire le marché sous préavis de 60 jours par lettre recommandée avec accusé de réception avant la date de fin de la première période.

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CH de Bois-Petit se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés au CCTP ou sur chaque bon de commande.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant du CH de Bois-Petit afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

4.1 Changement donnant lieu à un certificat administratif

En cas de modification de sa dénomination sociale ou d'autres modifications visées à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le CHU Rouen Normandie et communiquer le justificatif mentionnant ce changement (ex : RIB, K-bis...). Un Certificat administratif est établi par le CHU Rouen Normandie.

4.2 Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché

Avant tout transfert de tout ou partie des droits et obligations issus du marché à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement en informer par écrit le CHU Rouen Normandie.

Le CHU Rouen Normandie procède à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard

de sa situation fiscale et sociale.

A la suite de cette vérification, un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire sera signé entre les parties.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter le Marché, le CHU Rouen Normandie prononce sa résiliation sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : fiche pratique "déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
 - Annexe n°2 : Etat des personnels ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Fréquences recommandées pour les personnes âgées résident à l'EHPAD ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
5. Le mémoire technique du titulaire.
6. Les avenants le cas échéant,
7. Les actes de sous-traitance le cas échéant
8. Les bons de commande

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CH de Bois-Petit.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE COMMANDE

6.1 Emission des commandes

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par le CH de Bois-Petit, au fur et à mesure de leur besoin.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut- être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées. Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au BPU ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;

- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant du CH de Bois-Petit.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public. Le CH de Bois-Petit confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.2 Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.3 Annulation d'un bon de commande

Le CH de Bois-Petit peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures et prestations seront destinées à constater que ces dernières répondent aux spécifications techniques présentes au CCTP. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG- FCS.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE

8.1 Garantie

Il ne sera pas prélevé de retenue de garantie.

8.2 Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CH de Bois-Petit.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

8.3 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 **Contenu des prix**

Le marché public est traité à prix unitaires. Ces prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule. Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au BPU.

9.2 **Clause de révision des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont définitifs et révisables semestriellement, à compter de la date de notification de l'accord-cadre sur demande écrite et argumentée du titulaire et après acceptation expresse du CH de Bois-Petit, par application de la formule :

$P = P_0 \times [(0,50 \times A/A_0) + (0,50 \times S/S_0)]$ selon les dispositions suivantes :

P = nouveau prix Hors Taxes

P₀ = prix en vigueur Hors Taxes

A = dernière valeur connue indice mensuel des prix à la consommation France base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine alimentation, identifiant 1764282, valeur du mois de démarrage de l'accord cadre pour la première indexation ou de la dernière indexation

A₀ = Indice mensuel des prix à la consommation France base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine alimentation, identifiant 1764282, valeur à la date de la dernière indexation

S = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers et des employés – Hébergement et restauration (séries 010562797 NAF rév 2, niveau A 17 IZ), valeur du mois de démarrage de l'accord cadre pour la première indexation ou de la dernière indexation

S₀ = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers et des employés – Hébergement et restauration (séries 010562797 NAF rév 2, niveau A 17 IZ), valeur à la date de la dernière indexation.

La révision s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune révision provisoire n'est effectuée.

Après chaque révision de prix, P, A et S deviennent respectivement les valeurs P₀, A₀ et S₀ servant de base à la révision suivante.

En cas de disparition d'un ou des indices mentionnés ci-dessus, le calcul s'effectue sur l'indice ou les indices de remplacement de l'INSEE en utilisant le coefficient de corrélation nécessaire. A défaut d'indice de remplacement les parties se mettent d'accord sur le choix d'un nouvel ou des nouveaux indices applicables, qu'elles par voie d'avenant.

Clause limitative dite de sauvegarde :

Le Ch de Bois-Petit se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,5 % par an.

ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

10.1 **Présentation des demandes de paiement - Dépôt de la facture électronique**

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CH de Bois-Petit rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le CH de Bois-Petit transmettra au titulaire son code service CHORUS et son numéro SIRET.

10.2 **Conditions de règlement**

10.2.1 **Mode et délai de paiement**

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CH de Bois-Petit.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

10.2.2 Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus par l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

10.2.3 Comptable

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur le Comptable public de Sotteville les Rouen.

10.2.4 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CH de Bois-Petit, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

10.2.5 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en

matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

ARTICLE 11 - PENALITES

11.1 **Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

R = Le nombre de jours en retard.

11.2 **Autres pénalités spécifiques**

Non remplacement des personnels :

Si le titulaire ne remplace pas son personnel absent pour quelque motif que ce soit celui-ci encourt sans mise en demeure une pénalité de 50 € par jour.

Non-respect des prescriptions quantitatives et qualitatives des repas et menus :

Dans cette hypothèse, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

11.3 **Dispositions générales**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, le CH de Bois-Petit se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, le CH de Bois-Petit, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 45-1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. Le CH de Bois-Petit pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 12 - EXECUTION PAR DEFAULT

Le CH de Bois-Petit peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations

prévues au marché public, aux frais et risques du titulaire :

- Soit en cas d'inexécution de ce dernier d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir d'aucun retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ;
- Soit en cas de résiliation du marché public prononcé aux torts du titulaire, conformément à l'article

45.1 du CCAG/FCS

En cas de différence de prix au détriment du CH de Bois-Petit, l'augmentation des dépenses sera de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier montant suivant effectué à son profit (article 45 du CCAG/FCS).

ARTICLE 13 - RESILIATION

Il est fait application du chapitre 38 du CCAG-FCS en complément des dispositions énoncées ci-après :

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché (ou le lot concerné) sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché (ou du lot concerné), le CH de Bois-P pourra s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 14 - DISPOSITION EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- le pays d'origine des marchandises
- le code de nomenclature douanière
- le n° de TVA intracommunautaire du titulaire
- le poids des marchandises livrées
- le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 31 du CCAG- FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 15 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie, le CH de Bois-Petit et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2

du Code la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 16 - **DEROGATIONS**

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 5	Article 4.1
Article 6.1	Article 3.7.1
Articles 11.1 et 11.3	Articles 14.1.1, 14.1.3 et 45.1